

A 20 ans, Coca-Cola lui propose un pont d'or. Elle refuse et part s'occuper des pauvres dans les bidonvilles. C'est là qu'elle rencontre les Montoneros...

PAR OTHELLO FONTAINE ET CONSTANCE AMBROSELLI

«Elle était si belle! Comment vouliez-vous la cacher? Sur son passage, tout le monde se retournait», se souvient, ému, Jorge Moroy, alias «El Polaco», ancien prisonnier politique et seul survivant du groupe de Marie-Anne. Réfugiée à San Juan (à 1 200 kilomètres à l'ouest de Buenos Aires), elle avait recruté celui-ci comme militant. «Tu as une seule vie, lui avait-elle dit. Tout citoyen argentin a le devoir de se défendre contre l'Etat oppresseur.»

Fille d'immigrants du Pays basque français, née en Argentine, Marie-Anne Erize Tisseau a conservé sa nationalité française. Jeune femme engagée dans la résistance à la dictature, elle n'échappe pas à la répression. Le 15 octobre 1976, en pleine journée, elle est enlevée dans la rue par des militaires en civil. Parmi eux, l'un de ses bourreaux, le lieutenant Jorge Antonio Olivera.

Top model, membre de la jet-set, tout semblait lui réussir.

A 19 ans, elle fait la couverture des magazines populaires, les Argentins la découvrent sur leur téléviseur, en rouge et noir, dans une publicité pour une marque de cigarettes. Au début des années 70, la «Francesita» (petite Française) est élue «princesse glamour» par le magazine «Siete Dias». «Mais

elle voulait quelque chose de différent, quitter ce monde superficiel», dit sa mère, Francisca. Lors d'un voyage en France chez sa grand-mère, les valeurs traditionnelles de sa famille lui pèsent. Elle choisit la liberté, parcourt l'Europe, un moment au bras du guitariste espagnol Paco de Lucia, puis se retrouve seule sans argent dans l'Espagne franquiste. Naïve, elle sympathise avec un contrebandier et sort en fraude quelques tableaux. Elle n'a que 20 ans.

De retour chez ses parents, à Buenos Aires, elle se trouve un peu à l'étroit dans la maison du 1062, rue Monroe avec ses six frères et sœurs. Sa chambre est dans le garage. A l'époque, Coca-Cola lui propose un contrat publicitaire séduisant. Elle refuse. «Fervente catholique, elle vou-

«Elle était douce mais elle donnait les ordres»

lait vivre pauvre parmi les pauvres», se souvient sa mère. Près de chez elle se trouve la «Villa» (prononcer «Bija»), le bidonville de Belgrano, où vivent 10 000 personnes, en majorité des Paraguayens ou des chômeurs des provinces pauvres d'Argentine. Marie-Anne est née dans l'une d'elles, Misiones, à la frontière du Brésil et du Paraguay. Elle est très vite à son aise parmi ces déshérités. Les habitants de la «Villa» l'adoptent, les enfants l'adorent. La cause des démunis va nourrir son militantisme.

La «Villa» s'organise, Marie-Anne participe à un projet de coopérative. Elle est très jeune et pense, comme ses nouveaux compagnons, que l'impossible est à portée de la main. Mais les Ford Falcon des militaires ne vont pas laisser mûrir ce rêve.

C'était une période de vertige et de violence. Dans ce bidonville, Marie-Anne rencontre l'homme de sa vie, Rabanal, membre des Montoneros – la guérilla péroniste. Ensemble, ils passent d'une «Villa» à l'autre. Au côté de Daniel Rabanal, Marie-Anne choisit son camp.

En septembre 1975, ils sont envoyés par l'organisation à Mendoza, non loin de San Juan. Comme il était important alors d'avoir une activité officielle, elle obtient un poste dans la succursale de l'agence de voyages Sol Jet pour laquelle elle travaillait à Buenos Aires.

En février 1976, Rabanal est arrêté. Il va rester huit ans en prison avant d'émigrer en 1989 en Colombie. Malgré les menaces, Marie-Anne décide de continuer la lutte et se réfugie dans la petite ville de San Juan. Sa vie bascule dans la clandestinité.

Et c'est sous le nom de «Lucia» que, ce même mois de février, avec un compagnon Montonero, elle frappe à la porte de Jorge Moroy, 29 ans, qui n'a pas encore pris son nom de guerre d'El Polaco. Jardinier, celui-ci travaille avec son père dans la petite exploitation agricole familiale. Comme la majorité de la population, il se contente d'une résistance passive. La rencontre de cette jeune Française de 24 ans est un choc: conquis par sa beauté et ses

convictions, il s'engage à sa suite. Il n'apprendra sa véritable identité qu'à sa disparition.

«Lucia» dirige alors un groupe de Montoneros de six ou sept personnes. Ils se retrouvaient pour discuter politique, distribuer des tracts, coller des affiches. Un seul objectif: dénoncer la dictature. «C'était la plus cultivée, la plus charismatique. Très spontanée, elle savait communiquer. C'est elle qui donnait les ordres, nous dit El Polaco, tout en buvant son maté (thé argentin). Malgré la tension, elle restait toujours très douce et faisait preuve d'un grand sang-froid. Elle avait une volonté incroyable. Elle ne se plaignait jamais et prenait toujours pour elle les tâches les plus dures.»

Après le coup d'Etat de mars 1976, la situation se durcit, à San Juan comme dans tout le pays. La présence de l'armée est permanente: barrages de police, patrouilles surarmées. Mais Lucia n'hésite pas à agir au grand jour: elle se poste à l'entrée de la prison avec sa bicyclette et harcèle les autorités, va visiter les prisonniers et leurs familles, fait passer des messages.

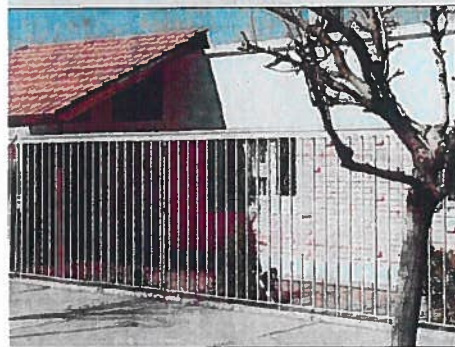
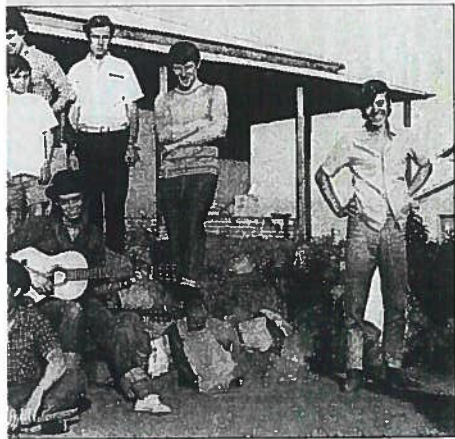
Un jour, El Polaco la provoque: «Petite-bourgeoise, tu vas aider les pauvres gens, mais sais-tu vraiment ce que c'est que travailler?» Elle lui montre alors ses mains de top model: elles sont devenues calleuses, abîmées par le travail quotidien dans l'Oliveraie du grand San Juan.

Les 200 Montoneros de San Juan sont alors pour la plupart des étudiants de 16 à 25 ans, galvanisés par l'épopée du Che, la révolution chinoise, le culte d'Evita et de Juan Peron. «Etant donné la misère et la solidarité qui existent dans les «villas», on s'imaginait que les gens résisteraient plus. Nous ne connaissions pas l'étendue du système de répression. Au pis, on pensait faire de la prison, nous dit Eloy Camus, membre des Montoneros et témoin clé du procès contre Olivera. Mais après des décrets de gouvernement militaire, on était devenu allergique à l'armée.»

Lucia-Marie-Anne connaissait-elle mieux les risques? El Polaco, qui, en plus des livres politiques, a stocké un moment chez lui des fusils, des pistolets, des munitions, ne se souvient pas avoir jamais vu Marie-Anne avec une arme. «Mais j'étais celui qui intervenait le moins dans le groupe, je ne voyais pas tout.» D'autres, avec Eloy, allaient s'entraîner à tirer dans la montagne. «Il faut se préparer à résister.» Et à mourir?

En mai 1976, la mère de Marie-Anne vient la voir à San Juan et la supplie de fuir en France. Mais la jeune femme reste. Sa situation financière est difficile. Elle a coupé ses beaux cheveux longs.

Tout, bientôt, va se précipiter pour la jeune clandestine. Facilement identifiable, elle échappe de peu à une descente dans la maison des Français qui la logent. Parmi les militaires en civil, Olivera et un certain Pichi, membres de l'Inteligencia (ser-



En 1970, Marie-Anne (avec la guitare) participe à un camp de jeunes. Cette villa est son dernier domicile, en 1976. Le couple qui hébergeait Marie-Anne et le propriétaire de la maison seront enlevés à leur tour.

vices secrets). Elle déménage dans une petite maison rose au 170, rue Sabatini, chez un couple de militants, les Peblete. Ils seront enlevés à leur tour, peu après Marie-Anne. Le propriétaire de la maison, Juan Carlos Campora, recteur d'université et propriétaire de l'Oliveraie où travaillait la Française, disparaîtra aussi.

Après la visite du général Videla, chef de la junte, à San Juan, en septembre 1976, la répression s'accroît. El Polaco voit Marie-Anne tous les jours. Comme beaucoup, il est tombé amoureux d'elle. Un soir, alors qu'ils marchent dans la rue, comme sous l'effet d'un pressentiment qui lui fait ravalier sa timidité, il lui déclare son amour et lui propose le mariage. Mais Marie-Anne est toujours amoureuse de Rabanal. «Elle aurait souhaité avoir un enfant avec lui», dit El Polaco, qui ajoute, amer: «Mais elle pensait qu'elle allait mourir, elle ne se faisait pas d'illusions.» La terreur règne.

15 octobre 1976, dans l'après-midi. Alors qu'elle sort de chez le marchand de cycles où elle a porté son vélo à réparer, à l'angle des rues Hacha et Tapia, un commando de quatre hommes en civil l'arrête, Olivera. La jeune fille hurle et se débat. La voiture, une Ford Falcon, l'embarque en trombe, suivie par deux véhicules d'escorte. Au sol, on retrouvera sa paire de lunettes de soleil et un soulier. Elle est emmenée au centre de détention clandestin la «Marquesita».

A Buenos Aires, six jours plus tard, un groupe armé se prétendant de «la police» débarque la nuit chez la famille Erize. Un pistolet est braqué sur le père, les enfants sont plaqués au sol. «Priez pour votre fille, car elle est déjà à 2 mètres sous terre.» Ils confisquent photos, objets personnels de Marie-Anne, et emportent un peu d'argenterie. En partant, ils menacent la famille de la priver de tous ses biens et de la contraindre à quitter le pays si elle essaie de retrouver Marie-Anne. Il faut l'oublier.

Parmi les huit personnes qui ont été témoins de l'enlèvement, cinq au moins sont encore en vie.

A San Juan, sur les lieux mêmes, nous

Olivera et ses complices torturaient par plaisir

avons rencontré Domingo Palacio, le fils du marchand de vélos. Très énergique, il s'agit au milieu du carrefour et nous décrit ce qu'il a vu. «Cela fait vingt-quatre ans, mais ce sont des choses qu'on n'oublie pas. Le lendemain de l'arrestation de Marie-Anne, ils sont revenus ici et ont enlevé de la même manière un de ses compagnons, Daniel Russo, qui venait récupérer la Jorge Olivera, 50 ans, ici dans son bureau en juillet dernier, à Buenos Aires, est devenu avocat. Il a défendu l'ex-nazi Erich Priebke, condamné pour le massacre de 335 Italiens en 1944. Olivera a été inculpé pour ses crimes en 1987, mais il a échappé au procès grâce à la loi d'amnistie dont ont bénéficié la plupart des militaires.

bicyclette de la Française. Ils lui ont tiré dessus et l'ont laissé blessé, comme du gibier, à l'arrière d'une camionnette toute la journée. Ma femme, alertée par ses gémissements, est sortie précipitamment du magasin pour lui apporter un peu d'eau.» Russo succombera, quatre jours après, sans avoir reçu de soins, au commissariat.

Palacio et sa femme, malgré la peur, n'ont jamais hésité à parler. Ils sont prêts à venir témoigner à Paris. Comme les trois autres témoins, ils pourront dire au juge s'ils reconnaissent ou non Olivera.

Autre témoin, indirect celui-là, Eloy Camus.

Le Montonero rapporte les propos du soldat Jorge Bonil, qui, à la Marquesita, a vu les lieutenants Jorge Olivera et Eduardo Cardozo (un des sept autres militaires accusés de la disparition de Marie-Anne) se disputer la jeune fille: «Ils se vantaient de l'avoir violée et disaient qu'elle était morte sous la torture.» Bonil, militant des Jeunesses universitaires péronistes, a disparu peu après. Coïncidence: il effectuait alors son service militaire au régiment d'infanterie de la Montaña 22 du troisième corps des Forces armées, celui-là même auquel était rattaché un jeune lieutenant ambitieux de 24 ans: Olivera. A San Juan, celui-ci est craint.

Toujours en civil: anorak, pantalon de gauchos, cheveux gominés, colt 45 à la ceinture. Infiltré dans les milieux étudiants, il a dirigé de nombreuses arrestations. Lui et ses complices torturaient par plaisir, simplement. «Il en a envoyé plus à la mort que ne lui en demandait son supérieur, le colonel Menielle», témoigne son chauffeur, Blas.

Jugé dans les années 80, il bénéficie en 1987 des lois d'amnistie: comme tous les acteurs de la répression, il est exempté de poursuites en Argentine. «Tout est entre nos mains aujourd'hui!»

s'enthousiasme l'avocat argentin Horacio Mendes Carreras, chargé de 1984 à 1989 par la France de retrouver les coupables de la disparition de 15 citoyens français. Depuis que le juge Le Loire a établi une liste de 140 tortionnaires argentins recherchés, Horacio est en alerte.

Un jour, il lit dans son journal l'interview d'un avocat argentin venu à Strasbourg déposer une

plainte à la Cour européenne des droits de l'homme contre Margaret Thatcher pour crimes de guerre pendant le conflit des Malouines. Une phrase le marque: l'avocat, du nom d'Olivera, se vante d'avoir été officier au R.m.i. 22 («l'Intelligence») de San Juan.

Il fait aussitôt le lien: Olivera - régiment Montaña 22 - Marie-Anne Erize.

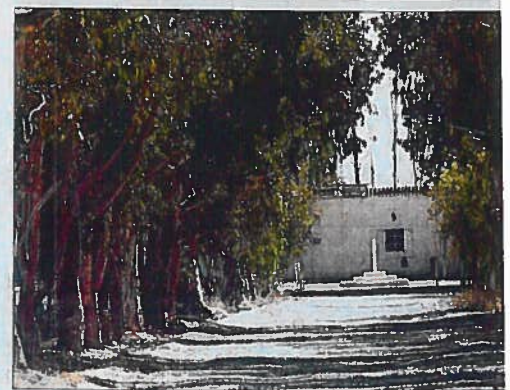
L'affaire est en route: sa consœur française Sophie Thonon, avertie, avise le juge Le Loire, qui ordonne aussitôt l'arrestation d'Olivera. Celui-ci était alors en voyage en Italie avec sa femme où ils fêtaient leurs noces d'argent.

A San Juan, où son incarcération fait l'effet d'une bombe, les langues se délient. Margarita Camus, présidente de l'Assemblée permanente des droits de l'homme de San Juan, prisonnière politique de 1976 à 1981, est une des victimes d'Olivera. «Certains de ceux qu'il a torturés l'ont reconnu à la télévision, dit-elle. Les appels se multiplient pour l'accuser, depuis La Paz jusqu'à Buenos Aires.»

Parmi eux, un sénateur argentin: «Olivera faisait partie d'un groupe de lieutenants et sous-lieutenants qui nous interrogeaient et nous torturaient jusqu'à l'évanouissement. Ensuite, ils nous faisaient ingurgiter de l'alcool pour que nous récupérions... Nous devons nous souvenir de ce qui s'est passé pour que nos enfants n'aient pas à vivre la même chose.» Mais «tant qu'il n'y aura pas de justice en Argentine, nous devons nous en remettre à d'autres tribunaux», regrette Nora Cortinas une des Mères de la place de Mai. ■



Jorge Moroy, «El Polaco» dans la clandestinité, est l'un des deux seuls survivants de «la Marquesita». Il a été arrêté par Olivera en décembre 1976 et emprisonné de 1976 à 1980.



C'est dans cette villa, «la Marquesita», que Marie-Anne a été séquestrée. Pendant la dictature, 89 personnes y sont entrées et n'en sont jamais sorties. La plupart sont passées entre les mains d'Olivera.



PANIC MATCH 7 SEPTEMBRE 2000